



# Rapport statistique annuel sur les migrations et la protection internationale 2008

Elaboré par le Point de contact français du  
Réseau européen des migrations



*Le Réseau Européen des Migrations a été institué par la décision du Conseil 2008/381/CE et est soutenu financièrement par l'Union Européenne.*

## **SOMMAIRE**

<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>2. METHODOLOGIE .....</b>	<b>4</b>
<b>3. LA MIGRATION INTERNATIONALE, LA POPULATION RESIDENTE ET L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE .....</b>	<b>5</b>
3.1 Les flux migratoires .....	6
3.2 La population résidente .....	8
3.3 L'acquisition de la nationalité.....	8
<b>4. LA PROTECTION INTERNATIONALE.....</b>	<b>9</b>
4.1 Les demandes de protection internationale .....	9
4.2 Les décisions .....	11
4.3 Les mineurs non accompagnés.....	13
4.4 Les transferts dans le cadre de la procédure Dublin.....	14
<b>5. LA PREVENTION CONCERNANT L'ENTREE ET LE SEJOUR IRREGULIER .....</b>	<b>16</b>
5.1 Les refus d'entrée.....	16
5.2 Les interpellations .....	16
<b>6. LES TITRES DE SEJOUR ATTRIBUES AUX RESSORTISSANTS DES PAYS TIERS.....</b>	<b>17</b>
<b>7. LES RETOURS .....</b>	<b>18</b>
<b>8. AUTRES INFORMATIONS DISPONIBLES.....</b>	<b>19</b>
8.1 La délivrance des visas.....	19
8.2 Les travailleurs peu qualifiés et les saisonniers .....	20
8.3 Les retours volontaires .....	20

## **1. INTRODUCTION**

L'analyse des flux migratoires permet de vérifier que la France reste un pays d'accueil de migrants plus qu'un pays d'émigration, le solde migratoire continuant en 2008 à être largement positif (+ 76 000). Parmi les personnes ayant immigré en France, plus de la moitié sont nées dans un pays tiers à l'UE ; parmi ceux-ci, le poids du Maghreb et des pays de l'Afrique sub-saharienne représente une part importante, qui s'explique en grande partie par l'histoire coloniale (voir ci-dessous point 3).

Concernant l'asile, l'année 2008 a été marquée par une forte reprise de la demande d'asile en France après une diminution importante enregistrée au cours des années antérieures. En 2008, on a ainsi assisté à une augmentation de presque 20 % de la demande globale par rapport à 2007, avec 42 600 demandes environ. Le nombre de décisions d'accord, quant à lui (statut de réfugié et bénéficiaires de la protection subsidiaire), s'est établi en 2008 à 11 500 environ, soit une hausse de 30,3 % par rapport au total des décisions positives de 2007 (voir point 4).

La lutte contre l'immigration irrégulière est l'un des volets essentiels de la politique de contrôle des flux migratoires. Son efficacité est attestée par le nombre des infractions à la législation sur les étrangers constatées par les forces de l'ordre (voir ci-dessous en 5-2) ainsi que par les refus d'entrée sur le territoire national, constatés, pour les trois quarts d'entre eux dans les aéroports (voir ci-dessous en 5-1).

L'admission au séjour recense l'ensemble des titres délivrés. Il apparaît ainsi que l'année 2008 confirme pour l'essentiel les inflexions perçues en 2007, en les accentuant, notamment pour l'immigration professionnelle, ce qui représente la concrétisation dans les faits de la volonté du gouvernement de mieux tenir compte des besoins de l'économie et du rayonnement international de la France dans le cadre de sa politique d'immigration.

Globalement, le nombre de premiers titres de séjour délivrés en France métropolitaine à des étrangers s'est élevé à presque 189 000. Alors que les permis de séjour délivrés pour motif familial sont en diminution en 2008, ceux délivrés pour les motifs études et professionnel sont en augmentation (voir point 6).

Les mesures d'éloignement prononcées et suivies du retour effectif de l'étranger dans son pays d'origine attestent la volonté du gouvernement français de lutter contre l'immigration et le séjour irréguliers (voir ci-dessous le point 7).

## 2. METHODOLOGIE

Le présent rapport est établi à partir des définitions et des sources suivantes :

- Les statistiques d'immigration sont établies pour la première fois, en ce qui concerne le rapport 2008, à partir des estimations tirées des résultats des enquêtes annuelles du recensement de la population
- Les statistiques sur la population résidente par nationalité sont également établies par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) à partir des résultats des enquêtes annuelles de recensement de la population. 2008 est la première année d'exploitation de ces enquêtes qui permettront de fournir dorénavant les données de manière annuelle.
- Les statistiques d'émigration ne sont disponibles qu'au travers des estimations issues des enquêtes du recensement et ne peuvent être exploitées que de manière grossière.
- Les statistiques de premières demandes d'asile sont établies à partir des données de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA). Les données sur les accords au statut de réfugié sont établies à partir des données de l'OFPRA et de la Commission Nationale du Droit d'Asile (CNDA). Les mineurs accompagnants ne sont pas inclus dans les décisions, étant donné qu'aucune décision légale n'est prise pour les mineurs de moins de 16 ans.
- Les statistiques relatives aux autorisations de séjour sont établies, à partir du nombre de premiers titres (permis) de séjour délivrés à des ressortissants de pays tiers (hors EEE + Suisse). Les données provisoires de l'année n sont établies au 30 juin de l'année n+1 pour la France métropolitaine (hors DOM-COM) ; les données définitives au 31 décembre de l'année n+1. Les statistiques de permis de séjour de l'année ne correspondent pas nécessairement à des entrées physiques sur le territoire de cette même année. En effet, les titres délivrés pendant une année peuvent correspondre :
  - à des entrées réelles dans l'année,
  - à des admissions au séjour à titre dérogatoire (régularisations),
  - à des délivrances à des étrangers présents en situation régulière sous couvert de leur document de voyage et, le cas échéant, d'un visa de court séjour (3 mois au plus) et qui demandent à séjourner.
  - à des étrangers mineurs entrés soit au titre du regroupement familial, soit comme mineurs isolés, au cours des années précédentes, qui se présentent en préfecture à leur majorité pour obtenir un titre de séjour.

En revanche, la délivrance, pour la première fois, d'un titre d'une catégorie donnée à un étranger qui possédait déjà un titre mais d'une catégorie différente est considérée comme un renouvellement et non comme une première délivrance. Ces titres ne sont pas pris en compte dans les statistiques de premiers titres.

En outre ne sont répertoriés ni les étrangers auxquels sont délivrés des documents de séjour précaires : convocation, autorisation provisoire de séjour (APS) ou récépissé de demande de premier titre de séjour, ni les titulaires de carte diplomatique.

L'ensemble des chiffres concernant les premiers titres de séjour est produit à partir d'un traitement informatique prenant en compte l'historique du droit au séjour dans le dossier

informatisé de chaque ressortissant étranger. Une délivrance de titre de séjour est considérée comme une première délivrance :

- si aucun titre de séjour antérieur ne figure au dossier de l'intéressé,
  - lorsqu'il s'est écoulé une période d'un an ou plus entre la date de fin de validité d'un titre antérieur et la date de début de validité du titre délivré (dans ce cas, les documents provisoires sont pris en compte pour le calcul de l'interruption du droit au séjour).
- Les statistiques sur les refoulements à la frontière, les interpellations d'étrangers en situation irrégulière et les éloignements effectifs du territoire sont établies à partir des données de la Direction Centrale de la Police Aux Frontières (Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire). Ces données sont hors DOM-COM.
  - Afin de préserver la confidentialité des données présentées dans la majorité des tableaux celles-ci sont arrondies à 5 près. La valeur nulle reste 0 et les valeurs inférieures à 5 deviennent "\*\*"

### **3. LA MIGRATION INTERNATIONALE, LA POPULATION RESIDENTE ET L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE**

*Les données fournies les années précédentes reposaient sur la comptabilisation des premiers titres de séjour délivrés au cours de l'année. A partir de cette année (pour le rapport statistique concernant 2008), et afin de s'aligner sur les prescriptions de l'article 3 du règlement CE 2007-862 du 11 juillet 2007 les données utilisées sont celles du recensement de la population, établi sous l'égide de l'INSEE.*

*La comparaison des deux sources de données (tant en 2007 qu'en 2008) montre des écarts significatifs. Une réflexion est en cours afin de rapprocher les données relatives aux personnes entrées en France issues du recensement et celles issues de la délivrance des premiers titres de séjour. Une première approche qui demande à être précisée et quantifiée permet, notamment et probablement, d'imputer ces écarts à la fois :*

- à une insuffisance de précision des relevés issus du recensement relatifs à l'année d'entrée, basés sur une déclaration faite à l'enquêteur ;
- au fait que le recensement comptabilise l'ensemble de la population y compris les personnes en situation irrégulière ;
- au fait que des premiers titres de séjour peuvent être délivrés à des ressortissants étrangers au cours d'une année donnée, alors que ceux-ci résidaient en France depuis plusieurs années.

*Aussi, aucune comparaison avec les chiffres communiqués les années antérieures n'est pertinente.*

### 3.1 Les flux migratoires

La statistique fournie concerne l'ensemble du territoire français, à savoir la Métropole et les départements d'outre mer.

On constate qu'en 2008, comme pour les années antérieures, le solde migratoire est largement positif, la France étant davantage un pays d'accueil de migrants qu'un pays d'émigration (+ 76 000 environ).

- Concernant les **flux migratoires à destination de la France** :

- Ils sont constitués pour 30% par les ressortissants français qui résidaient à l'étranger et qui reviennent en France et pour 70% par des non nationaux.
- 58% de ces non nationaux sont ressortissants d'Etats appartenant à l'UE-27 et 42% sont ressortissants des pays tiers.

*Immigration by country of citizenship, age group and sex*

RP2008	Country	Total	Age					Sex	
			0-19	20-34	35-64	65+	Unknown	Females	Males
<b>TOTAL</b>		<b>216 937</b>	<b>66 250</b>	<b>93 480</b>	<b>52 352</b>	<b>4 855</b>		<b>114 619</b>	<b>102 318</b>
<i>Nationals</i>		<i>64 049</i>	<i>27 493</i>	<i>18 656</i>	<i>16 379</i>	<i>1 521</i>		<i>32 651</i>	<i>31 398</i>
<i>Non nationals but citizens of other EU-27 countries</i>		<i>63 903</i>	<i>14 746</i>	<i>26 738</i>	<i>19 908</i>	<i>2 511</i>		<i>33 101</i>	<i>30 802</i>
<i>Citizens of countries outside the EU-27</i>		<i>88 985</i>	<i>24 011</i>	<i>48 086</i>	<i>16 065</i>	<i>823</i>		<i>48 867</i>	<i>40 118</i>
<b>Citizens of countries outside the EU-27</b>		<b>88 985</b>	<b>24 011</b>	<b>48 086</b>	<b>16 065</b>	<b>823</b>		<b>48 867</b>	<b>40 118</b>
- European Free Trade Association (CH, IS, LI, NO)		3 918	1 378	1 004	1 407	129		2 147	1 771
- Candidate countries (HR, MK, TR) from 2007		3 970	1 466	2 129	365	10		2 056	1 914
- Citizenship other than of EU-27, EFTA and Candidate countries		81 097	21 167	44 953	14 293	684		44 664	36 433
<b>Citizenship other than of EU-27, EFTA and Candidate countries</b>		<b>81 097</b>	<b>21 167</b>	<b>44 953</b>	<b>14 293</b>	<b>684</b>		<b>44 664</b>	<b>36 433</b>
- Highly developed non-EU countries		34 739	8 210	19 499	6 739	291		19 177	15 562
- Medium developed countries		39 365	9 891	22 639	6 472	363		21 724	17 641
- Less developed countries		6 993	3 066	2 815	1 082	30		3 763	3 230

- Les 81 000 immigrants ressortissants des pays hors UE, AELE, pays candidats à l'entrée dans l'Union sont répartis, selon les normes d'EUROSTAT entre les trois groupes de pays suivants : hautement développés, moyennement développés et les moins développés.
  - 34 700 immigrants environ (soit 43%) viennent de la première catégorie, au sein de laquelle les citoyens des USA représentent le groupe national le plus nombreux.
  - Parmi les 39 400 immigrants (48% du total) en provenance des pays « moyennement développés », on trouve principalement les ressortissants des pays du Maghreb et de Chine
  - Enfin, dans le groupe de ressortissants des pays les moins développés (7 000 personnes, 9%), il convient de mentionner les ressortissants des pays d'Afrique sub-saharienne, qui représentent la quasi-totalité de ce groupe.
- Les personnes ayant immigré en France en 2008 sont pour 16% d'entre elles nées en France, pour 31% nées dans un pays de l'UE-27 et pour 53% nées dans un pays tiers.

Immigration by country of birth, age group and sex

RP2008	Country	Total	Age					Sex	
			0-19	20-34	35-64	65+	Unknown	Females	Males
<b>TOTAL</b>		<b>216 937</b>	<b>66 250</b>	<b>93 480</b>	<b>52 352</b>	<b>4 855</b>		<b>114 619</b>	<b>102 318</b>
Home country		33 717	6 233	13 686	12 746	1 052		16 917	16 800
EU-27 countries except home country		67 350	17 959	26 836	19 920	2 635		34 738	32 612
Extra EU-27		115 870	42 058	52 958	19 686	1 168		62 964	52 906
- European Free Trade Association (CH, IS, LI, NO)		5 922	3 220	1 161	1 431	110		3 124	2 798
- Candidate countries (HR, MK, TR) from 2007		4 523	1 874	2 192	447	10		2 435	2 088
- Countries other than of EU-27, EFTA and Candidate countries		105 425	36 964	49 605	17 808	1 048		57 405	48 020
<b>Countries other than of EU-27, EFTA and Candidate countries</b>		<b>105 425</b>	<b>36 964</b>	<b>49 605</b>	<b>17 808</b>	<b>1 048</b>		<b>57 405</b>	<b>48 020</b>
- Highly developed non-EU countries		44 155	14 840	21 210	7 732	373		24 145	20 010
- Medium developed countries		51 772	17 292	25 244	8 606	630		28 230	23 542
- Less developed countries		9 498	4 832	3 151	1 470	45		5 030	4 468

- Ces mêmes immigrants résidaient antérieurement pour 40% d'entre eux dans un pays de l'Union européenne et pour 60% hors Union

Immigration by country of previous residence, age group and sex

RP2008	Country	Total	Age					Sex	
			0-19	20-34	35-64	65+	Unknown	Females	Males
<b>TOTAL</b>		<b>216 937</b>	<b>66 250</b>	<b>93 480</b>	<b>52 352</b>	<b>4 855</b>		<b>114 619</b>	<b>102 318</b>
European Union (27 countries)		86 094	20 574	35 831	26 616	3 073		44 701	41 393
Extra EU-27		130 843	45 676	57 649	25 736	1 782		69 918	60 925
Extra EU-27		130 843	45 676	57 649	25 736	1 782		69 918	60 925
- European Free Trade Association (CH, IS, LI, NO)		8 890	3 477	2 315	2 798	300		4 634	4 256
- Candidate countries (HR, MK, TR) from 2007		4 585	1 928	2 142	497	18		2 446	2 139
- Countries other than of EU-27, EFTA and Candidate countries		117 368	40 271	53 192	22 441	1 464		62 838	54 530
<b>Countries other than of EU-27, EFTA and Candidate countries</b>		<b>117 368</b>	<b>40 271</b>	<b>53 192</b>	<b>22 441</b>	<b>1 464</b>		<b>62 838</b>	<b>54 530</b>
- Highly developed non-EU countries		53 450	16 852	24 329	11 573	696		28 279	25 171
- Medium developed countries		54 474	18 627	25 936	9 261	650		29 814	24 660
- Less developed countries		9 444	4 792	2 927	1 607	118		4 745	4 699

- L'émigration au départ de la France a concerné, en 2008, environ 141 000 personnes. 43% sont des ressortissants de pays de l'UE (à l'exception de la France) et 56% environ ressortissants des pays hors-UE, 1% environ étant des émigrants de nationalité française.

Emigration by citizenship, age group and sex

RP2008	Country	Total	Age					Sex	
			0-19	20-34	35-64	65+	Unknown	Females	Males
<b>TOTAL</b>		<b>140 937</b>	<b>41 080</b>	<b>55 599</b>	<b>30 025</b>	<b>14 233</b>		<b>72 550</b>	<b>68 387</b>
Nationals		1 486							
Non nationals but citizens of other EU-27 countries		60 842							
Citizens of countries outside the EU-27		78 609							

51% des émigrants sont des femmes et 49% des hommes

Nota : le détail par groupes de nationalités, tranches d'âge et sexe n'est pas disponible

### 3.2 La population résidente

Les données provenant du recensement conduit sous l'égide de l'INSEE ne permettent de connaître, pour 2008, que le nombre de résidents étrangers (3 674 000 sur les 63 753 140 personnes résidant en France, soit 5,8% environ de la population résidente sur le territoire national) ainsi que la répartition, parmi la population étrangère, entre les ressortissants des pays de l'UE et hors-UE : 34,9% pour les premiers et 65,1% pour les seconds.

#### *Usual residence by country of citizenship*

RP2008	Total
Country	Total
<b>TOTAL</b>	<b>63 753 140</b>
<b>Nationals</b>	60 079 000
<b>Non nationals but citizens of other EU-27 countries</b>	1 283 000
<b>Extra EU-27</b>	2 391 000

### 3.3 L'acquisition de la nationalité

- Plus de 137 000 personnes ont acquis, en 2008, la nationalité française que ce soit par déclaration (pour les enfants nés en France de parents étrangers et les conjoints de Français, sous certaines conditions) ou par décret (pour les étrangers résidant depuis 5 ans en France et sous certaines conditions).
- 9% avaient pour nationalité précédente une nationalité d'un Etat de l'UE, 87% étaient ressortissants d'un Etat hors-UE, le reste étant composé des apatrides et des étrangers pour lesquels la nationalité d'origine n'est pas connue.
- Les ressortissants des trois pays du Maghreb et de la Turquie sont les plus nombreux avec respectivement des parts de 42% et de 7% du total des acquisitions de la nationalité française. Si l'on ne prend en compte que les étrangers ressortissants de pays hors UE, les parts respectives passent à 49% et 8%.

#### *Acquisition of citizenship by country of former citizenship, age group and sex*

Country	Total	Age					Sex	
		0-19	20-34	35-64	65+	Unknown	Females	Males
<b>Total</b>	<b>137 320</b>	<b>55 494</b>	<b>28 544</b>	<b>45 935</b>	<b>3 063</b>	<b>4 284</b>	<b>69 657</b>	<b>67 663</b>
<b>European Union (27 countries)</b>	12 475	5 211	1 499	5 248	447	70	6 427	6 048
<b>Citizens of countries outside the EU-27</b>	120 036	48 040	27 045	40 687	2 616	1 648	60 868	59 168
<b>Stateless</b>								
Other								
Unknown	4 809	2 243	0	0	0	2 566	2 362	2 447
<b>Top 10 Countries of previous citizenship</b>								
Morocco	28 699	12 755	6 843	8 301	557	243	14 010	14 689
Algeria	20 256	4 229	4 084	10 504	1 132	307	10 402	9 854
Turkey	10 202	6 473	1 996	1 675	24	34	4 966	5 236
Tunisia	9 471	4 107	1 712	3 405	202	45	4 325	5 146
Portugal	7 778	4 192	558	2 886	135	7	3 813	3 965
Russia	3 530	1 112	1 109	1 244	27	38	1 967	1 563
Serbia	3 374	1 307	843	1 127	62	35	1 675	1 699
Sénégal	3 038	1 406	683	866	37	46	1 556	1 482
Congo	2 933	1 146	695	996	28	68	1 556	1 377
Haïti	2 922	1 698	455	706	28	35	1 602	1 320



## 4. LA PROTECTION INTERNATIONALE

### 4.1 Les demandes de protection internationale

*La statistique reproduite ci-dessous reprend l'ensemble des demandes exprimées en 2008, à savoir les premières demandes et les demandes de réexamen déposées au cours de cette même année (et donc comptabilisés comme des premières demandes l'année antérieure ou même la même année).*

#### a) les demandes

En 2008, l'OFPRA a enregistré 41 845 demandes (réexamens et mineurs accompagnants compris) soit une hausse de 19,9% par rapport à l'année précédente. Les tendances tirées des indicateurs du dernier trimestre de l'année 2007, laissant présager une stabilisation voire une éventuelle reprise de la demande d'asile en France, se trouvent confirmées.

Si cette augmentation de la demande est imputable en partie aux mineurs accompagnants (+49,4%) et aux demandes de réexamen (+17,3%), l'évolution des premières demandes est également orientée à la hausse (+13,7%).

L'observation de l'évolution de la demande d'asile en France depuis le début des années 1980 permet de visualiser un phénomène cyclique avec deux pics de la demande en 1989 et 2003. L'année 2008 paraît se situer au début d'un nouveau cycle de croissance. L'accélération de la hausse des premières demandes au cours des derniers mois de 2008 et le fait que la majorité des nationalités inscrites au « top ten » de l'Office soit en augmentation laissent prévoir une poursuite de cette évolution en 2009.

#### *Asylum Applications by citizenship, age group and sex*

	Total	Age (Years)					Sex	
		0-17	18-34	35-64	65+	Unknown	Female	Male
<b>TOTAL</b>	<b>41 845</b>	<b>8 130</b>	<b>22 875</b>	<b>10 535</b>	<b>300</b>		<b>15 455</b>	<b>26 390</b>
Citizens of countries outside the EU-27	41 685	8 130	22 800	10 455	300		15 410	26 275
Stateless	160	0	75	80	0		45	115
Unknown								
<b>Top 10 countries of citizenship</b>								
Russia	3 730	1 445	1 490	770	25	0	1 820	1 910
Serbia	3 425	1 045	1 670	695	10	0	1 325	2 100
Mali	3 365	1 500	1 130	735	0	0	1 910	1 450
Sri Lanka	3 215	260	2 040	830	85	0	865	2 350
Turkey	2 935	210	2 150	575	5	0	550	2 385
Congo, DR	2 730	550	1 560	615	5	0	1 360	1 370
Armenia	2 440	555	1 125	715	45	0	1 135	1 305
Bangladesh	1 825	55	1 300	470	0	0	95	1 730
Guinea	1 605	230	1 090	280	0	0	665	940
Haiti	1 400	60	830	510	0	0	450	955

- En 2008, le premier pays de provenance des demandeurs d'asile est la Russie. Il s'agit pour la très grande majorité de personnes venant de Tchétchénie ou des autres républiques du Caucase nord.

Parmi les dix principaux pays de provenance, seuls deux flux sont orientés à la baisse : la Serbie et le Kosovo (-8%), la Turquie (-2,6%). Par ailleurs, l'Algérie ne figure plus dans le « top ten ».

Les hausses les plus spectaculaires sont liées à des problématiques particulières : l'excision pour les Maliennes, le renversement du régime du colonel Mohamed Bacar sur l'île d'Anjouan pour les Comoriens.

Il convient de noter une accélération de la demande au cours du second semestre pour les Bangladais et les Sri-lankais et une baisse progressive de la demande malienne à compter du mois d'août. Globalement, le continent le plus touché par la reprise de la demande d'asile est l'Afrique.

- La féminisation de la demande d'asile observée depuis 2004 se poursuit. Ainsi, la part des femmes passe de 32,9% en 2004 à 37,6% en 2008

Un examen plus précis fait apparaître, pour certaines nationalités, une corrélation entre le vieillissement de la population des demandeurs d'asile et sa féminisation (la part des femmes est supérieure à 50% avec un âge moyen supérieur à la moyenne). C'est le cas pour les Arméniens, les Azerbaïdjanais, les Russes et les Chinois. A contrario, pour d'autres nationalités la population est majoritairement masculine et très jeune : Turcs, Afghans, Pakistanais. En revanche, les demandes africaines ont la proportion de femmes la plus importante (42%) mais leur âge moyen est inférieur à la moyenne : Angola, Congo, Ethiopie, Nigéria et Mali. Seule exception notable pour la demande africaine, le Soudan avec 92% d'hommes et un âge moyen de 28,7 ans, situation à mettre en parallèle avec le profil de la demande.

### b) les examens

Au 31 décembre 2008, 32 345 dossiers ont été examinés ou sont en cours d'examen par les services de l'OFPRA et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA)

Il s'agit ici de la comptabilisation des adultes et des mineurs non accompagnés (1 dossier par adulte). Les enfants accompagnants relèvent du dossier des parents.

#### *Asylum Applications under Consideration by citizenship, age group and sex*

	Total	Age (Years)					Sex	
		0-17	18-34	35-64	65+	Unknown	Female	Male
<b>TOTAL</b>	<b>32 345</b>	<b>355</b>	<b>21 700</b>	<b>9 940</b>	<b>295</b>		<b>11 240</b>	<b>21 110</b>
Citizens of countries outside the EU-27	32 160	415	21 620	9 840	295		11 185	20 980
Stateless	185	0	80	100	0		55	130
Unknown								
<b>Top 10 countries of citizenship</b>								
Sri Lanka	4 105	20	2 865	1 150	70		990	3 115
Russia	3 055	40	1 895	1 085	35		1 540	1 515
Armenia	2 645	25	1 465	1 095	60		1 260	1 390
Serbia	2 455	20	1 645	765	20		970	1 485
Bangladesh	2 295	5	1 725	560	0		100	2 190
Turkey	2 270	20	1 815	420	5		445	1 825
Congo, DR	2 265	90	1 530	630	15		1 085	1 175
Guinea	1 195	35	955	205	0		465	730
Congo	965	10	645	305	5		405	555
Haiti	835	0	535	295	5		265	570

215 demandes ont été retirées au cours de l'année 2008

*Withdrawn Asylum Applications by citizenship, age group and sex*

	Total	Age (Years)					Sex	
		0-17	18-34	35-64	65+	Unknown	Female	Male
<b>TOTAL</b>	<b>215</b>	<b>10</b>	<b>145</b>	<b>60</b>	<b>0</b>		<b>50</b>	<b>165</b>
Citizens of countries outside the EU-27	210	5	145	60	0		50	165
Stateless	5	5						
Unknown								
<b>Top 10 withdrawals by country of citizenship</b>								
Russia	50	0	35	15	0		20	30
Haïti	25	0	10	15	0		10	15
Serbia	20	0	15	5	0		5	15
Afghanistan	15	5	5	5	0		0	10
Albania	10	0	5	0	0		0	5
Sudan	10	0	10	0	0		0	10
Turkey	10	0	5	0	0		0	10

## **4.2 Les décisions**

### *a) Les décisions en première instance (OFPRA)*

Sur les 31 765 demandes d'asile (hors mineurs accompagnants) qui ont fait l'objet d'une décision en 2008, 5 150, soit un peu plus de 16%, ont été acceptées (dans le cadre de la Convention de Genève ou de la protection subsidiaire).

*First Instance Decisions on Asylum Applications by citizenship and type of decision / status*

	First instance decisions			First instance positive decisions			
	Total	positive	rejected	Geneva Convention	Subsidiary protection	Temporary protection	Humanitarian status
<b>TOTAL</b>	<b>31 765</b>	<b>5 150</b>	<b>26 610</b>	<b>4 475</b>	<b>675</b>	<b>0</b>	
Citizens of countries outside the EU-27	31 550	5 085	26 460	4 410	675	0	
Stateless	215	65	150	65	0	0	
Unknown							
<b>Top 10 countries of citizenship</b>							
Sri Lanka	3 235	565	2 665	560	5	0	
Turkey	2 635	180	2 455	175	5	0	
Russia	2 625	550	2 075	535	15	0	
Mali	2 085	980	1 110	655	325	0	
Congo, DR	2 070	400	1 670	390	10	0	
Serbia	2 015	130	1 890	115	10	0	
Armenia	2 005	80	1 925	70	10	0	
Bangladesh	1 660	35	1 630	35	0	0	
Guinea	1 220	290	935	220	70	0	
Haïti	1 070	70	1 000	50	20	0	



### 4.3 Les mineurs non accompagnés

La baisse constatée depuis 2005 se poursuit en 2008 quoique d'une façon atténuée.

*Evolution de nombre des demandes d'asile pour les mineurs*

2004	2005	2006	2007	2008
1 221	735	571	459	410

Comme en 2007, le nombre de mineurs non accompagnés qui se sont vus reconnaître le statut est en nette augmentation parmi certaines nationalités : Russes, Maliens, Kosovars. S'agissant des Russes et des Kosovars, cela résulte de la progression d'une migration à caractère familial ; pour les Maliens cette situation s'explique par la problématique de l'excision.

Les mineurs non accompagnés, en quasi totalité (94%), appartiennent à la tranche d'âge 16/17 ans

*Asylum applicants considered to be unaccompanied minors by citizenship, age group and sex*

	Total	Age (Years)			Sex	
		0-13	14-15	16-17	Female	Male
<b>TOTAL</b>	<b>410</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>385</b>	<b>155</b>	<b>255</b>
Citizens of countries outside the EU-27	410	15	10	385		
Stateless						
Unknown						
<b>Top 10 countries of citizenship</b>						
Congo, DR	120	5	5	110	60	60
Angola	45	0	0	45	15	30
Turkey	30	0	0	30	10	20
Guinea	25	0	0	20	10	15
Russia	25	0	0	25	10	15
Sri Lanka	20	0	0	20	0	20
Rwanda	20	0	5	15	5	15
Afghanistan	15	0	0	15	0	15
Congo	15	0	0	15	5	10
10.						

## 4.4 Les transferts dans le cadre de la procédure Dublin

a)

### Incoming requests - Dublin transfers by reason for request and decision taken

Reason for request	Incoming requests			
	Total	Accepted	Refused	Transferred
<b>TOTAL</b>	<b>2 210</b>	<b>1 725</b>	<b>485</b>	<b>990</b>
<b>Total number of taking charge requests</b>	<b>580</b>	<b>400</b>	<b>180</b>	<b>220</b>
- Taking charge requests: Family reasons (Art.6, Art.7, Art.8, Art.14)	40	25	155	10
- Taking charge requests: Documentation and entry reasons (Art.9, Art.10, Art.11, Art.12)	525	370	20	205
- Taking charge requests: Humanitarian reasons (Art.15)	10	5	5	5
<b>Total number of taking back requests</b>	<b>1 630</b>	<b>1 325</b>	<b>305</b>	<b>770</b>
- Taking back requests: Withdrawal of application during Dublin procedure (Art. 4.5)	5	*	*	*
- Taking back requests: Under examination - no permission to stay (Art.16.1c)	545	425	120	245
- Taking back requests: Withdrawal - new application (Art.16.1.d)	*	*	0	*
- Taking back requests: Rejection - no permission to stay (art.16.1.e)	1 075	890	180	520
	0	0	0	0
<b>Total EUODAC</b>	<b>1 245</b>	<b>1 020</b>	<b>225</b>	<b>0</b>
- Taking charge requests based on EUODAC	35	30	*	0
- Taking back requests based on EUODAC	1 210	990	220	0
	0	0	0	0
Total number of pending requests at the end of reference period	0	0	0	0
Total number of requests for information	420	0	0	0
Number of answers to requests for information	420	0	0	0

### Total Incoming requests by Member State requesting and reason for request

PARTNER/REQUEST	Taking charge requests: Family reasons (Art.6, Art.7, Art.8, Art.14)	Taking charge requests: Documentation and entry reasons (Art.9, Art.10, Art.11, Art.12)	Taking charge requests: Humanitarian reasons (Art.15)	Taking back requests: Withdrawal of application during Dublin procedure (Art. 4.5)	Taking back requests: Under examination - no permission to stay (Art.16.1c)	Taking back requests: Withdrawal - new application (Art.16.1.d)	Taking back requests: Rejection - no permission to stay (art.16.1.e)	Taking back requests based on EUODAC	Taking charge requests based on EUODAC	Request for information
Belgium	10	90	0	*	160	0	120	195	10	10
Bulgaria	*	0	0	0	0	0	0	0	0	*
Czech Republic	*	*	0	0	0	0	10	5	0	*
Denmark	0	5	*	*	10	0	10	15	*	0
Germany (including ex-GDR from 1991)	5	155	5	*	110	*	385	375	10	15
Estonia	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ireland	*	*	0	0	10	0	10	15	0	15
Greece	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Spain	0	15	0	0	*	0	5	5	*	5
France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italy	0	5	0	0	30	0	50	55	*	*
Cyprus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Latvia	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lithuania	0	0	0	0	0	0	*	*	0	0
Luxembourg (Grand-Duché)	*	5	0	0	*	0	10	10	0	*
Hungary	*	0	0	0	*	0	10	10	0	0
Malta	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Netherlands	5	60	*	0	50	0	210	195	*	40
Austria	5	40	0	0	30	0	25	35	0	125
Poland	*	*	0	0	*	0	*	*	0	*
Portugal	0	0	0	0	*	0	5	5	0	*
Romania	0	0	0	0	*	0	*	*	0	0
Slovenia	0	0	0	0	*	0	*	5	0	0
Slovakia	0	0	0	0	*	0	*	*	0	*
Finland	*	10	0	0	5	0	*	5	0	15
Sweden	*	85	*	0	30	*	55	65	*	145
United Kingdom	5	10	*	0	60	*	120	155	*	10
Iceland	0	0	0	0	*	0	*	*	0	*
Norway	0	45	0	0	30	0	35	50	*	30
Switzerland	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>525</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>525</b>	<b>0</b>	<b>1 060</b>	<b>1 200</b>	<b>20</b>	<b>410</b>

b)

**Outgoing requests - Dublin transfers by reason for request and decision taken**

Type of request	Outgoing requests			
	Total	Accepted	Refused	Transferred
<b>TOTAL</b>	<b>4 040</b>	<b>2 640</b>	<b>785</b>	<b>785</b>
<b>Total number of taking charge requests</b>	<b>835</b>	0	0	0
- Taking charge requests: Family reasons (Art.6, Art.7, Art.8, Art.14)	65	0	0	0
- Taking charge requests: Documentation and entry reasons (Art.9, Art.10, Art.11, Art.12)	765	0	0	0
- Taking charge requests: Humanitarian reasons (Art.15)	*	0	0	0
<b>Total number of taking back requests</b>	<b>3 210</b>	0	0	0
- Taking back requests: Withdrawal of application during Dublin procedure (Art. 4.5)	0	0	0	0
- Taking back requests: Under examination - no permission to stay (Art.16.1c)	2 595	0	0	0
- Taking back requests: Withdrawal - new application (Art.16.1.d)	190	0	0	0
- Taking back requests: Rejection - no permission to stay (art.16.1.e)	420	0	0	0
	0	0	0	0
<b>Total EUODAC</b>	<b>2 295</b>	0	0	0
- Taking charge requests based on EUODAC	0	0	0	0
- Taking back requests based on EUODAC	0	0	0	0
	0	0	0	0
Total number of pending requests at the end of reference period	205	0	0	0
Total number of requests for information	170	0	0	0
Number of answers to requests for information	0	0	0	0

*Nota : la ventilation détaillée n'est pas disponible*

**Total Outgoing requests by Member State requesting and reason for request**

PARTNER/REQUEST	Taking charge requests: Family reasons (Art.6, Art.7, Art.8, Art.14)	Taking charge requests: Documentation and entry reasons (Art.9, Art.10, Art.11, Art.12)	Taking charge requests: Humanitarian reasons (Art.15)	Taking back requests: Withdrawal of application during Dublin procedure (Art. 4.5)	Taking back requests: Under examination - no permission to stay (Art.16.1c)	Taking back requests: Withdrawal - new application (Art.16.1.d)	Taking back requests: Rejection - no permission to stay (art.16.1.e)	Taking back requests based on EUODAC	Taking charge requests based on EUODAC	Request for information
Belgium	*	30	*	0	130	10	55	0	0	20
Bulgaria	0	*	0	0	*	*	0	0	0	*
Czech Republic	*	10	0	0	55	5	5	0	0	*
Denmark	0	*	0	0	10	0	0	0	0	*
Germany (including ex-GDR from 1991)	10	65	0	0	290	20	70	0	0	20
Estonia	0	0	0	0	*	0	0	0	0	0
Ireland	0	0	0	0	5	*	*	0	0	0
Greece	*	65	0	0	195	10	15	0	0	*
Spain	0	35	0	0	85	5	5	0	0	*
France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italy	20	115	0	0	455	30	35	0	0	25
Cyprus	0	0	0	0	*	0	0	0	0	0
Latvia	0	0	0	0	0	*	0	0	0	0
Lithuania	0	*	0	0	5	0	0	0	0	0
Luxembourg (Grand-Duché)	0	*	0	0	15	0	10	0	0	*
Hungary	*	25	0	0	65	10	*	0	0	10
Malta	0	*	0	0	30	0	*	0	0	0
Netherlands	0	10	0	0	40	*	10	0	0	*
Austria	5	25	*	0	120	20	35	0	0	20
Poland	15	305	0	0	670	50	110	0	0	35
Portugal	0	10	0	0	5	0	*	0	0	*
Romania	0	*	0	0	10	0	*	0	0	0
Slovenia	0	10	0	0	20	5	*	0	0	*
Slovakia	0	15	0	0	40	*	10	0	0	*
Finland	0	*	0	0	10	*	10	0	0	*
Sweden	*	10	0	0	80	5	20	0	0	15
United Kingdom	*	5	0	0	220	*	20	0	0	*
Iceland	0	0	0	0	*	0	0	0	0	0
Norway	0	*	0	0	40	0	5	0	0	*
Switzerland	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>50</b>	<b>735</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 595</b>	<b>170</b>	<b>415</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>145</b>

## 5. LA PREVENTION CONCERNANT L'ENTREE ET LE SEJOUR IRREGULIER

### 5.1 Les refus d'entrée

Les refus d'entrée sur le territoire sont, pour les trois quarts, constatés dans les aéroports. Plus du tiers ont été motivés par un défaut de visa d'entrée ou de permis de séjour, un quart par le motif de l'entrée et 20% par des documents de voyages non conformes.

*Third country nationals refused entry, by ground and external border*

Ground for refusal	Total persons refused entry	Type of border		
		Refused at the land border	Refused at the sea border	Refused at the air border
<b>TOTAL</b>	<b>16 695</b>	<b>3 135</b>	<b>755</b>	<b>12 805</b>
No valid travel document(s)	3 495	1 540	35	1 920
False travel document	1 425	165	95	1 165
No valid visa or residence permit	6 215	1 115	30	5 075
False visa or residence permit	455	15	10	430
Purpose and conditions of stay not justified	4 065	285	470	3 310
Person already stayed 3 months in a 6-months period	15	10	0	0
No sufficient means of subsistence	705	5	65	640
An alert has been issued	305	0	45	260
Person considered to be a public threat	10	0	5	5

Top 10 countries of citizenship (based on overall total)	Total	Type of border		
		Refused at the land border	Refused at the sea border	Refused at the air border
China	3 725	70	5	3 650
Unknown	1 680	610	90	980
Brasil	1 105	30	5	1 070
Algeria	540	90	60	385
Sénégal	490	35	5	450
Morocco	450	115	70	265
Congo	430	135	5	290
Serbia	355	265	10	85
Nigéria	330	30	20	285
India	325	65	15	245

Les étrangers qui se sont vu refuser l'entrée sur le territoire sont principalement les Chinois (22%) et les Brésiliens (7%)

### 5.2 Les interpellations

Les interpellations, pour la moitié d'entre elles, ont concerné des ressortissants des trois pays connaissant des difficultés importantes : Afghanistan, Erythrée, Irak. Viennent ensuite les pays d'immigration plus traditionnelle comme ceux du Maghreb.



*Third-country nationals apprehended / found to be illegally present, by citizenship, age group and sex*

	Total	Age (Years)				Sex	
		0-13	14-17	18-34	35+	Female	Male
<b>TOTAL</b>	<b>111 690</b>	0	6 600	105 090	0	6 840	104 855
Stateless	25	0	0	25	0	0	20
Unknown	645	0	10	635	0	70	575

**Top 10 countries of citizenship**

	Total	Age (Years)				Sex	
		0-13	14-17	18-34	35+	Female	Male
Afghanistan	21 125	0	3 695	17 430	0	115	21 010
Eritrea	15 600	0	330	15 270	0	820	14 775
Iraq	14 795	0	570	14 225	0	145	14 650
Morocco	6 755	0	105	6 650	0	460	6 295
Algeria	5 780	0	110	5 670	0	355	5 420
India	4 895	0	480	4 415	0	30	4 860
Tunisia	4 745	0	55	4 690	0	65	4 680
Iran	3 840	0	165	3 675	0	105	3 735
Palestine	3 075	0	95	2 980	0	5	3 070
Turkey	2 760	0	40	2 720	0	190	2 575

## **6. LES TITRES DE SEJOUR ATTRIBUES AUX RESSORTISSANTS DES PAYS TIERS**

Le nombre des premiers titres de séjour délivrés en 2008 est de 188 723 (toutes durées confondues). Une petite moitié des titres ont été délivrés pour motif familial, 28% pour études et 11,5% pour des raisons professionnelles.

Les permis de séjour délivrés pour motif familial sont en diminution, alors que les motifs "études" et "professionnel" sont en augmentation (forte pour les seconds et légère pour les premiers).

Il faut cependant signaler que l'année 2008 est celle où les cartes triennales instaurées par la loi du 24 juillet 2006 apparaissent pour la première fois dans les comptages. C'est en particulier le cas de la carte "saisonnier", ce qui conduit à introduire dans les chiffres une catégorie qui n'y figurait pas auparavant puisque les saisonniers même s'ils venaient pour une durée supérieure à 3 mois n'étaient pas tenus de détenir un titre de séjour.

*First residence permits, by main countries of citizenship and reason*

	Total	Family reasons	Education reasons	Remunerated activities reasons	Other reasons
<b>Total first permits</b>	<b>188 723</b>	<b>85 475</b>	<b>52 226</b>	<b>21 784</b>	<b>29 238</b>

	Total	Family reasons	Education reasons	Remunerated activities reasons	Other reasons
<b>Top 10 third countries (overall total)</b>	<b>110 340</b>	<b>56 490</b>	<b>29 770</b>	<b>13 195</b>	<b>10 885</b>
Morocco	27 795	16 415	4 920	5 035	1 425
Algeria	26 155	18 110	4 085	760	3 205
China	14 090	1 840	10 410	1 025	815
Tunisia	10 245	6 290	2 535	935	485
Turkey	8 095	5 395	525	850	1 320
United States	6 145	860	2 310	2 120	860
Mali	5 155	1 910	510	1 425	1 310
Cameroon	4 430	2 465	1 075	145	745
Sénégal	4 185	1 935	1 550	290	410
Brasil	4 040	1 270	1 850	615	305

Le nombre total de permis de résidence (hors UE et Suisse) en cours de validité était, au 31/12/2009, de : 2 277 900.

Les nationalités les plus représentées étaient : l'Algérie, le Maroc, la Turquie et la Tunisie. Les ressortissants chinois viennent ensuite, suivis des Sénégalais et des Maliens.

*All valid residence permits, by main countries of citizenship, reason and duration*

	Total			Family reasons			Education reasons			Remunerated activities reasons			Other reasons		
	3-5 months	6-11 months	12 months and over	3-5 months	6-11 months	12 months and over	3-5 months	6-11 months	12 months and over	3-5 months	6-11 months	12 months and over	3-5 months	6-11 months	12 months and over
<b>Total</b>	<b>3 148</b>	<b>23 802</b>	<b>2 272 351</b>	<b>457</b>	<b>5 517</b>	<b>870 998</b>	<b>1 976</b>	<b>11 097</b>	<b>117 392</b>	<b>501</b>	<b>4 700</b>	<b>66 816</b>	<b>214</b>	<b>2 488</b>	<b>1 217 145</b>

Top 10 third countries (overall total)	1 270	10 265	1 658 390	245	3 075	587 865	805	4 855	62 335	130	1 240	33 935	90	1 090	974 255
Algeria	160	1 635	570 150	25	480	177 680	85	625	9 380	25	265	7 510	25	265	375 580
Morocco	210	2 140	459 665	65	755	172 780	110	990	15 840	20	240	11 050	10	155	259 995
Turkey	95	1 105	183 060	60	775	62 840	15	135	890	10	120	2 605	5	75	116 720
Tunisia	100	775	170 715	15	125	64 770	60	430	6 015	20	170	3 435	*	45	96 490
China	535	2 555	64 295	15	185	26 065	485	2 065	22 195	30	230	4 195	*	75	11 840
Sénégal	65	725	49 665	10	165	19 395	40	430	5 975	10	80	1 570	*	50	22 725
Mali	25	370	48 500	5	115	19 095	5	65	1 150	*	50	2 175	10	140	26 080
Serbia	20	120	37 985	10	30	9 615	*	30	210	5	55	740	*	5	27 415
Haïti	20	415	37 365	10	230	18 090	*	45	395	*	10	285	5	130	18 595
Congo, DR	45	425	36 990	20	220	17 530	*	35	285	*	20	370	20	155	18 805

## 7. LES RETOURS

### *Third-country nationals ordered to leave and returned following an order to leave*

	Third country nationals ordered to leave	Third country nationals returned following an order to leave
<b>TOTAL</b>	97 515	19 470
Stateless	10	15
Unknown	100	

### *Third-country nationals ordered to leave, by country of citizenship*

Top 10 third countries	Third country nationals ordered to leave	(of which) Third country nationals returned following an order to leave
Algeria	10 960	2 960
Morocco	9 505	2 635
Tunisia	5 500	1 500
Mali	5 390	480
Turkey	5 105	1 485
Iraq	4 525	380
China	4 380	800
Afghanistan	4 255	260
India	4 150	1 320
Egypt	2 540	340

Le nombre de mesures d'éloignement montre l'activité des services chargés du contrôle de l'immigration irrégulière

Globalement, la répartition par nationalité des étrangers faisant l'objet d'un éloignement est restée stable depuis l'année 2006. Les ressortissants du Maghreb, du Mali et de la Turquie sont les plus nombreux

### **Corrélation entre les mesures d'éloignement et les retours**

L'exécution des mesures d'éloignement se heurte à certaines difficultés externes à l'action des services en charge de la lutte contre l'immigration irrégulière, parmi lesquelles on peut noter :

- l'annulation des procédures par le juge judiciaire ou le juge administratif qui a concerné un tiers des mesures ;
- la difficulté à obtenir la délivrance des laissez-passer consulaires dans les cas suivants :
  - le ressortissant étranger s'est défait de son passeport ;
  - certaines autorités consulaires ne délivrent pas les laissez-passer dans les délais compatibles avec la durée de la rétention, voire refusent de les délivrer;
  - l'absence de représentation consulaire en France des pays concernés.

## **8. AUTRES INFORMATIONS DISPONIBLES**

### **8.1 La délivrance des visas**

2 336 779 demandes de visa ont été traitées en 2008 par les ambassades et consulats français. 2 069 531 ont été effectivement délivrés, soit sensiblement le même nombre qu'en 2007 : (2 070 705).

Les visas de court séjour délivrés représentent plus de 86% des visas délivrés. Leur nombre est cependant en diminution significative par rapport à 2007 (-5,5%). Cette évolution s'explique en partie par l'entrée dans l'Espace Schengen des neuf nouveaux Etats membres et de la Confédération suisse, les visas délivrés par ces derniers étant valables en France et en partie aussi par les premiers effets de la crise économique mondiale.

Les visas de long séjour délivrés sont en sensible augmentation par rapport à 2007 (+8,3%). Cette évolution montre un renversement de tendance après une baisse continue entre 2003 et 2006. Sont notamment en augmentation le nombre de visas délivrés aux étudiants, aux conjoints de Français et ceux délivrés pour exercice d'une activité professionnelle, alors que les visas délivrés au titre du regroupement familial sont en diminution.

*Evolution de la demande et de la délivrance des visas*

	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
visas demandés	2 514 429	2 411 370	2 344 617	2 350 760	2 336 779
visas délivrés	2 059 460	2 053 378	2 038 888	2 070 705	2 069 531

## **8.2 Les travailleurs peu qualifiés et les saisonniers**

En ce qui concerne les données relatives aux travailleurs peu qualifiés, fournies ci-après, la comptabilisation est effectuée à partir des visites médicales de l'OFII. La visite médicale précède la délivrance du titre de séjour puisque le certificat médical délivré constitue un des éléments du dossier de demande de titre.

L'année 2008 est caractérisée, en ce qui concerne les visites médicales de l'OFII, par l'ouverture, au 1er juillet, du libre accès au marché du travail des nouveaux Etats membres de 2004 et donc par l'arrêt de la comptabilisation de ces visites.

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Unskilled workers / employees</b>	<b>645</b>	<b>580</b>	<b>885</b>	<b>915</b>	<b>850</b>	<b>720</b>	<b>730</b>	<b>720</b>	<b>1415</b>	<b>2 310</b>
<i>from which domestic</i>	0	0	0	0	70	65	80	35	135	260
<i>agriculture</i>	0	0	0	0	70	60	125	140	115	175
<i>construction</i>	0	0	0	0	105	95	110	140	355	580
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Seasonal workers</b>	<b>7 610</b>	<b>7 930</b>	<b>10 795</b>	<b>13 545</b>	<b>14 565</b>	<b>15 745</b>	<b>16 240</b>	<b>17 205</b>	<b>19 065</b>	<b>11 645</b>
<i>from which agriculture</i>	0	0	0	0	14 220	15 370	15 795	16 730	18 480	11 015
<i>construction</i>	0	0	0	0	*	10	*	5	*	*

La progression du nombre des travailleurs peu qualifiés enregistrée en 2007 se poursuit leur part passant de 8,4% à 10,2%. Les principaux secteurs d'emploi sont toujours le bâtiment, les services domestiques, mais aussi l'hôtellerie et les services aux entreprises (avec notamment l'interim).

La diminution du nombre des saisonniers s'explique par l'arrêt de la comptabilisation des saisonniers polonais venant en seconde période de l'année effectuer les travaux de vendanges.

## **8.3 Les retours volontaires**

Ces données comprennent toutes les aides financières aux retours volontaires, y compris celles obtenues avant l'application d'une mesure contrainte d'éloignement (et donc non enregistrées comme un retour volontaire par la DCPAF).

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Aide publique à la réinsertion	750	625	645	760	945	675	645	150	10	0
Aide au retour volontaire	-	-	-	-	-	-	-	1 990	2 040	2 225
Rapatriement humanitaire	-	-	-	-	-	-	-	395	2 900	10 190

### *Le dispositif d'aide au retour volontaire (ARV)*

Après que l'aide au retour volontaire pour les étrangers en situation irrégulière ait été expérimentée dans 21 départements, ce dispositif a été élargi à la totalité du territoire métropolitain en 2006. L'OFII est chargée de l'instruction des dossiers et du versement de l'aide.

Le niveau de l'aide au retour volontaire est resté stable entre 2006 et 2007 avant de connaître une légère augmentation de 9,2 % en 2008 (2 227). Les ressortissants de Bosnie-Herzégovine, qui étaient en tête des personnes les plus concernées par les ARV en 2006, ont vu leur nombre d'aides divisé par trois en 2007 puis par six en 2008 (17 désormais au lieu de 323 il y a deux ans). Suivant cette même tendance, les Moldaves ont été deux fois moins concernés par les ARV en 2008 qu'en 2006. Les Chinois (290 en 2007 et 330 en 2008) sont désormais les

étrangers les plus concernés par l'ARV. Les ressortissants Algériens (240) ont pour leur part connu une augmentation de 31 % en deux ans, et restent devant les Russes (190 en 2008) et les ex Serbo-Monténégrins (134), qui ont tous deux connu une forte progression depuis 2006. Enfin, l'année 2008 a spécifiquement vu l'émergence des dossiers Irakiens (127 personnes soit + 373 % par rapport à 2007).

Les dossiers européens en général concernent beaucoup plus souvent des familles (plus d'un tiers des dossiers russes et arméniens sont composés d'accompagnants), alors que les dossiers d'étrangers hors Europe sont plus souvent individuels.

#### *Le rapatriement humanitaire (ARH)*

Pour sa première année complète de mise en place en 2007, le dispositif de rapatriement humanitaire avait touché 2 898 personnes. Ce nombre de départs a été multiplié par 3,5 en 2008, s'établissant à 10 191. Cette croissance est en majeure partie due à l'accroissement des rapatriements de ressortissants des nouveaux Etats Membres entrés dans l'Union Européenne en 2007. En effet, les Roumains représentent 58 % des personnes en ARH en 2007, et 81 % en 2008. Dans une moindre mesure, les rapatriements bulgares ont été multipliés par deux en 2008 mais ne représentent plus que 9 % du total (contre 17 % en 2007). Les Maliens ne sont plus que 45 personnes sur la totalité de l'année 2008, alors que la Pologne et l'Ukraine sont à plus de 60 personnes concernées cette année. Le seul pays non-européen présent dans le top 5 des ARH est désormais l'Algérie (88 personnes en 2008, soit + 24 % par rapport à 2007).

Les dossiers d'ARH sont majoritairement des dossiers individuels, à l'exception des dossiers européens en général (plus particulièrement un tiers des dossiers roumains est composé d'accompagnants).